Document generated on 06/23/2025 1:53 p.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

FORBES, Ernest R. *Maritime Rights. The Maritime Rights Movement, 1919-1927. A Study in Canadian Regionalism.* McGill-Queen's University Press, 1979. 246 p. $8.95.

Jean Daigle

Volume 33, Number 4, mars 1980

URI: https://id.erudit.org/iderudit/303818ar
DOI: https://doi.org/10.7202/303818ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Daigle, J. (1980). Review of [FORBES, Ernest R. *Maritime Rights. The Maritime Rights Movement, 1919-1927. A Study in Canadian Regionalism.* McGill-Queen's University Press, 1979. 246 p. $8.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *33*(4), 592–594. https://doi.org/10.7202/303818ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

FORBES, ERNEST R., *Maritimes Rights. The Maritime Rights Movement, 1919-1927. A Study in Canadian Regionalism.* McGill-Queen's University Press, 1979. 246 p. $8.95.

L'étude d'Ernest R. Forbes porte sur le mouvement de prostestation qui eut lieu dans les provinces maritimes de 1919 à 1927, afin de redresser la situation socio-économique régionale. Selon l'auteur, même si les intérêts de la région ne purent prévaloir sur ceux des provinces plus fortes et que

l'agitation fut apaisée par les manoeuvres dilatoires du premier ministre King, les gens des Maritimes n'en réussirent pas moins à présenter leurs problèmes particuliers à un auditoire national.

La tradition de mécontentement des Maritimes à l'intérieur du cadre confédératif ne date pas du 20e siècle. Déjà en 1864, le mouvement sécessionniste regroupait un assez grand nombre de participants mécontents d'une union qui allait les placer sous la tutelle des provinces centrales plus fortes. L'on peut constater que le mécontentement était partagé par un assez grand nombre d'individus en examinant les résultats des élections rapprochées au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse qui compromirent, à un certain moment, les chances de voir se réaliser la Confédération.

S'il est une période où les gens des Maritimes se sont sentis les victimes d'injustices et de persécutions manigancées par les provinces du Centre et de l'Ouest, c'est bien durant la période d'après-guerre. La première guerre mondiale avait créé une reprise économique importante qui ne fut pas sans susciter chez les cheminots, les travailleurs portuaires, les pêcheurs et les fermiers de l'Est, des aspirations élevées.

Les rapides changements politiques, économiques et sociaux du début du 20e siècle modifièrent les structures en place, de telle sorte que ces changements furent perçus comme des menaces pour la prospérité des Maritimes.

L'auteur reconstitue le contexte social de ces années tout en insistant sur le fait que le mouvement "Maritime Rights" n'est pas la création d'un individu ou d'une association mais plutôt l'expression des revendications spontanées des divers secteurs de la société des Maritimes.

Les journaux, les élites locales et les chambres de commerce se firent les protagonistes d'une vaste campagne de publicité à l'échelle nationale pour faire connaître les problèmes des Maritimes. Au moyen de conférences et de lettres aux députés et aux journaux canadiens, ils firent connaître les besoins des Maritimes dans le domaine de la fiscalité et des subventions.

En plus de l'idéologie sécessionniste, l'on retrouve l'idée de l'union des Maritimes, idée qui sera reprise en 1954 par le Conseil économique des provinces de l'Atlantique. D'autres protagonistes épousaient l'idée d'un mouvement réformiste où l'éducation permettrait de régénérer l'appareil politique existant en faisant disparaître la partisanerie politique afin d'en arriver à la création d'un front commun.

La documentation utilisée par l'auteur touche une variété d'associations, de comités, de commissions et de journaux qui tous éclairent ce sujet complexe des tarifs de transport, des subventions et des conditions socio-économiques.

Il est difficile de retrouver dans le texte de Forbes des informations sur la participation des Acadiens, à part quelques commentaires éditoriaux de *l'Évangéline,* du *Moniteur Acadien* ou de *l'Acadien.* Ceci tient au fait que les Acadiens, peu impliqués dans la chose publique ou le domaine des affaires étaient absents des débats de l'heure, préférant discuter entre eux des problèmes qui les touchaient. N'ayant pas consulté d'études postérieures à 1955, l'auteur peut difficilement comprendre, grâce à la nouvelle historiographie acadienne, leur situation particulière de minoritaire. Ainsi à la page 104, Forbes n'explique pas pourquoi les Acadiens ne supportaient pas le mouvement encourageant l'immigration. L'arrivée d'immigrants anglais ne pouvait être vue autrement que comme nocive pour la survivance du groupe acadien dont le pourcentage démographique augmentait suite à une forte natalité.

À part quelques erreurs typographiques, le livre se présente bien. L'appareillage scientifique (bibliographie, notes infrapaginales) est d'abord facile d'autant plus que les notes figurant à la fin sont identifiées par un encadré spécifiant les pages auxquelles elles se rapportent.

En bref, l'auteur s'est bien acquitté de sa tâche et a décrit la conscience anglophone des Maritimes de 1921 à 1927, qui, loin d'être conservatrice, participait au grand courant de l'idéologie progressiste qui balayait l'Amérique.

Centre d'études acadiennes
Université de Moncton JEAN DAIGLE